



Manifestation des douaniers picards
devant leur direction régionale
Le 4 avril 2019

BRAVO LES PICARDS !

Avant de nous quitter pour ceux qui ont participé à l'entrevue avec le Directeur Régional (l'intersyndicale et un agent par service) et ceux qui nous ont attendus, nous nous sommes applaudis. Mais nous avons envie de dire bravo à tous ceux qui ont signé la pétition et encore plus bravo à tous ceux qui se sont déplacés, même de loin pour certain(e)s.

Lors de cette manifestation, les deux branches de la Douane ont montré leur unicité, leur appartenance à la même maison que nous tenons tous à défendre. Ce fut une belle réussite avec une cinquantaine d'agents mobilisés et une couverture médiatique assurée par le Courrier Picard et France 3 Picardie.

Nous avons remis les pétitions au Directeur et avons abordé avec lui plusieurs sujets :

- Face à la mobilisation des douaniers, la DG reviendrait prochainement à la table des négociations avec de nouvelles propositions,
- Les informations données aux journalistes : fermetures des brigades de Beauvais, Hirson et Abbeville, tous utiles en raison des nouveaux contextes (Terrorisme et Brexit), baisse des emplois OP/CO en Picardie, gel du point d'indice, jour de carence, menace sur le statut...
- Le DR nous apprend que les agents de la BSI d'Amiens ne s'installeraient pas avant mars 2020 dans leurs nouveaux locaux et que la réception des travaux ne serait d'ailleurs pas complète à cette date.
- Pour la création d'une unité à Beauvais, la DG n'a pas encore pris de décision. L'objectif serait de libérer les 110 m² du bâtiment Saint-Exupéry pour recréer des locaux de même taille ou plus important si l'administration envisage d'y affecter 20 agents.
- Pour le déménagement de la brigade de Nogent, deux pistes seraient toujours envisageaient : soit quartier Ordener à Senlis (mais attente d'une réponse de la Mairie et travaux coûteux), soit au 5 avenue du Général De Gaulle (locaux trouvés par l'encadrement de l'unité).

- La loi ESSOC : Nous indiquons au DR qu'elle nous fait passer auprès des opérateurs pour une administration paperassière, nous ridiculisant ainsi.
- La disparition des missions dans les bureaux au profit de centralisations de gestion qui éloignent les services des opérateurs, ce qui fait perdre la connaissance du tissu économique, nuit aux contrôles, et plus grave, peut à terme porter atteinte à la sécurisation des recettes de l'État.